DOSSIER GRÈCE

Au cœur du Combat Européen

jeunes-communiste.org

MOUVEMENT JEUNES COMMUNISTES DE FRANCE

CHRONOLOGIE DE L'AUSTÉRITÉ EN GRÈCE

Cette chronologie ne commence qu'à l'oraison de la dernière crise systémique du capitalisme, en 2009. Il faut néanmoins se rappeler que des mesures d'austérité avaient déjà été prises dans les années 2000 afin de « préparer le pays à l'entrée dans l'Euro ».

Source **Reuters** : *http://www.boursorama.com/actualites/chronologie-de-la-crise-de-la-dette-grecque-26c936e757508e15c8f7a37cd8402b07*

2009

Election du PASOK (parti socialite). Le nouveau gouvernement de George Papandréou annonce que le déficit budgétaire atteint 12,7% du PIB, soit trois fois plus que dans les statistiques officielles, et que la dette grecque représente 127% du PIB.

2010

14 JANVIER

Premier plan d'austérité par le gouvernement Papandréou : réduction des dépenses (gel des salaires et des retraites des fonctionnaires, réduction des primes dans la fonction publique), et d'augmentation de la fiscalité (relèvement de la TVA et des taxes sur l'essence, le tabac et l'alcool) visant à ramener le déficit budgétaire à 2,8% en 2012.

2 MAI

Un accord est conclu entre le gouvernement Papandréou, l'Union européenne (UE) et le Fonds monétaire international (FMI) sur un premier plan de sauvetage de 110 milliards d'euros en contrepartie de nouvelles mesures d'austérité. Le versement de cette aide financière est programmé par tranches sur trois ans. Une "troïka" représentant la Commission européenne, le FMI et la Banque centrale européenne (BCE) supervise la mise en œuvre du programme de réformes dont dépend le versement des tranches d'aide.

2011

21 JUILLET

Les dirigeants de la zone euro se mettent d'accord sur la nécessité d'un deuxième plan d'aide à la Grèce.

21 OCTOBRE

Alors que le gouvernement adopte un nouvel ensemble de mesures d'austérité, une grève paralyse le pays, notamment à l'appel du PAME, et plus de 100.000 personnes manifestent à travers le pays.

31 OCTOBRE

Sans consulter ses partenaires européens, George Papandréou annonce la tenue d'un référendum en Grèce sur le plan d'austérité et l'aide financière internationale. Il est convoqué par la France et l'Allemagne et lui est signifié qu'aucun financement international ne sera versé sans application de l'austérité, Papandréou recule et ne met pas en place le référendum. A Cannes, où le G20 est réuni, le président français, George Papandréou démissionne le 9 novembre. Un gouvernement de transition formé en coalition avec la droite Nouvelle Démocratie et Antonis Samaras, lui succède.

2012

12 MARS

Un deuxième plan d'aide internationale est élaboré sur la base d'un montant de 130 milliards d'euros, dont le versement doit être étalé jusqu'à la fin 2014. Le plan s'accompagne d'une restructuration de la dette détenue par des créanciers privés, qui renoncent à la moitié de leurs créances.

6 MAI

A l'issue des élections législatives anticipées, le Parlement est ingouvernable faute de majorité. De nouvelles élections se déroulent le 17 juin, remportées de justesse par Nouvelle Démocratie, le parti d'Antonis Samaras, qui devient Premier ministre, avec le soutien des socialistes du Pasok et des élus de la Gauche démocratique (Dimar).

2013

JUIN

Fermeture de la chaine publique ERT

SEPTEMBRE

Assassinat d'un rappeur antifasciste par un militant d'extrême-droite, lié au parti néo-nazi Aube Dorée .

2014

MAI

Syriza réalise une percée aux élections locales avec un tiers des voix exprimées (municipales et régionales) et arrive en tête au scrutin des européennes

2015

20 FÉVRIER

Les ministres des Finances de l'Eurogroup, réunis pour la troisième fois en moins de deux semaines, s'accordent sur une extension de quatre mois du plan d'aide international, qui expirait théoriquement fin février. Le déblocage de la dernière tranche d'aide, de 7,2 milliards d'euros, est toutefois conditionné à une liste de réformes que le gouvernement grec s'engage à présenter dans les plus brefs délais auprès des "institutions" qui remplacent, dans la terminologie officielle, la "troïka" honnie à Athènes.

JUIN

La commission sur la dette, qui a auditionné des économistes et accueilli des organisations progressistes de toute l'Europe, établit un rapport préliminaire. Celui-ci fait état d'une dette illégitime puisque les conditions de prêts violeraient les traités internationaux dont la Grèce est signataire notamment ceux sur ayant trait au droit du travail. Ce rapport évoque aussi les choix faits lors de ces prêts qui ont surtout profité aux banques. Pour plus d'informations : http://cadtm.org/Synthese-du-rapport-de-la

La Grèce impose au FMI de regrouper toutes les échéances de juin, d'un montant total de 1,6 milliard

d'euros, à la fin du mois. En l'absence des 7,2 milliards d'euros d'aides internationales suspendues, la situation est tendue dans un pays dont les caisses se vident sous l'effet de mauvaises rentrées fiscales et qui ne peut se financer sur les marchés.

De retour à Athènes au terme de multiples navettes, le vendredi 27 juin, Tsipras réunit son gouvernement et annonce peu avant minuit qu'il organisera le 5 juillet un référendum pour ou contre la dernière proposition présentée le 25 juin par les créanciers de la Grèce. Il appelle à voter "non" en expliquant vouloir revenir plus fort à la table des négociations. Dans la foulée, la zone euro rejette le lendemain la demande grecque d'une prolongation du plan d'aide, qui expire le 30 juin à minuit.

1ER JUILLET

La Grèce, qui n'a pas remboursé à temps 1,6 milliard d'euros dus au FMI

2 JUILLET

Le Fonds monétaire international estime dans un rapport que la Grèce a encore besoin de 50 milliards d'euros au d'aides au cours des trois prochaines années et juge qu'il faudra annuler une partie de la dette colossale du pays.

3 JUILLET

La commission européenne reçoit en grande pompe le chef du parti ToPotami (La Rivière, scission du PASOK) pour évoquer un gouvernement alternatif. C'est clairement une atteinte à la souveraineté populaire grecque

5 JUILLET

Contrairement aux pronostics, qui prédisaient un score serré, le "non" aux propositions des créanciers l'emporte largement, avec plus de 61% des voix.

10 JUILLET

La commission européenne et l'opposition de droite évoquent publiquement un gouvernement d'union national avec à sa tête le président de la banque centrale grecque, l'ancien ministre des finances du gouvernement de droite d'Antonio Samaras.

13 JUILLET AUJOURD'HUI

Après de longues et difficiles négociations, un nouveau plan d'austérité est imposé au gouvernement grec qui le présente à son Parlement : celui-ci prévoit privatisations, augmentation des impôts comme la TVA et baisse des pensions notamment…

DOSSIER GRÈCE

Au cœur du Combat Européen

jeunes-communiste.org

MOUVEMENT JEUNES COMMUNISTES DE FRANCE

SUR LA SITUATION EN GRÈCE

La question de la dette publique est au cœur de la vie politique française et européenne. C'est via le prétexte de la nécessité de réduire la dette et le déficit publique que les politiques d'austérité ont été appliquées.

Aujourd'hui la dette publique est utilisée comme un outil d'exploitation/ domination par les grandes puissances financières et les grands Etats impérialistes comme la France et l'Allemagne à l'encontre des pays plus faibles comme la Grèce, le Portugal, l'Espagne…

Exploitation, car le rapport de force entre un créancier et un débiteur est presque toujours en faveur du créancier. A titre d'exemple la France a, en 2014, réalisé près de 720 millions d'euros de bénéfices sur la dette grecque.

Domination car l'Etat endetté doit toujours plus emprunter pour payer sa dette, il s'agit d'un tombeau des danaïdes moderne, et surtout que les créanciers comme la BCE, le FMI et la Commission européenne utilise la dette comme un argument d'ingérence directe dans les affaires internes grecques.

Le présent document vous propose d'abord un bref retour sur l'analyse marxiste du phénomène de dette publique (A) ; Un rappel des différents épisodes historiques cruciaux qui prirent leur source dans l'endettement des Etats (B) et une analyse sur la situation actuelle (C)

A - La dette publique comment ça fonctionne ?

Une dette d'un Etat ne vient pas de nulle part. Elle consiste en l'accumulation de ses emprunts extérieurs, notamment sur les marchés financiers et est aggravée par deux choses : les intérêts et le manque de rentrée fiscale.

Il est nécessaire ici de faire deux remarques qui montrent profondément les rapports entre dette publique et intérêts de classe.

Si la question de la dette explose aujourd'hui c'est d'abord parce que le système financier européen interdit Etats de se financer auprès des banques centrales. Ils ne peuvent que le faire sur les marchés, en France c'est une loi de 1973 qui organise cela. Quelles en sont les conséquences ? Des fonds financiers capitalistiques vont utiliser cette situation pour s'enrichir au dépend des Etats. Les taux vont être prohibitifs et fluctuer en fonction des pays et des époques ce qui va laisser plus de place à la spéculation. Pire des Etats vont pouvoir spéculer les uns contre les autres. Un exemple est probant : des pays comme la France et l'Allemagne vont emprunter pour peu cher et ensuite prêter à la Grèce à des taux prohibitifs.

Ensuite moins les rentrées fiscales des Etats sont importantes, plus le besoin de financement et donc d'emprunter sera grand. Ainsi peu taxer les riches et la bourgeoisie dans un pays revient à augmenter la dette publique et conduit à emprunter à la même classe qui fera ensuite des bénéfices sur l'endettement de l'Etat…il y a donc ici un cercle vicieux sans fin qui conduit à renforcer toujours le pouvoir d'une minorité contre l'ensemble de ceux qui produisent des richesses.

Karl Marx avait identifié le phénomène d'une manière lumineuse dans son ouvrage le 18 Brumaire de Napoléon Bonaparte :

« La fraction de la bourgeoisie qui dominait et légiférait avait un intérêt direct à voir l'État s'endetter. Le déficit était l'objet propre de la spéculation, la source principale d'enrichissement. Au bout de quatre ou cinq ans, on faisait un nouvel emprunt. Chaque nouvel emprunt fournissait à l'aristocratie financière une occasion nouvelle de duper l'État, artificiellement maintenu sous la menace d'une banqueroute. Il devenait nécessaire de traiter avec les banquiers dans les conditions les plus défavorables. Chaque nouvel emprunt permettait en outre de piller le public, qui place ses capitaux en rentes sur l'État et de le dépouiller par des opérations de Bourse dont le secret était abandonné au gouvernement et à la majorité ».

B - Les situations de surendettement étatique : un produit historique du capitalisme qui peut mener à des changements révolutionnaires

Les situations de dettes publiques dites « insoutenables » ou « odieuses » (en référence à une législation américaine de 1927) ne sont pas propres à notre génération.

L'histoire a déjà connu de situations où un Etat était assujetti à une dette qu'il n'était pas en capacité de payer, qui lui était imposée et qui correspondait à des enjeux politiques importants.

A titre d'exemple l'un des moteurs de la révolution française de 1789 résidait dans l'endettement important de l'Etat et la situation de banqueroute décrété en 1787.

Dans la période plus récente l'un des premiers gestes révolutionnaires de Bolchéviques, suite à la révolution de 1917, fut d'annuler la dette de la Russie.

De nombreux exemples existent d'arrêt des remboursements de dettes considérées par des peuples ou des gouvernements comme illégitimes. Cela correspond notamment aux situations d'émancipation nationale et de décolonisation. Nous pouvons penser notamment aux situations historiques suivantes :

- Mexique 1883
- Cuba 1898
- Russie 1918
- Pologne 1919
- Costa Rica 1923

Plus récemment des allégements de dettes ont été consentis, c'est le cas de l'Allemagne en 1953, de Cuba vis-à-vis de la Russie en 2013.

La question coloniale est très importante dans le rapport aux dettes publiques. Les intérêts de ces dettes et l'ensemble des moyens de pression qui en découlent, nous le voyions aujourd'hui en Grèce sont parmi les outils les plus puissant du système de l'impérialisme.

Nous pouvons prendre l'exemple de la France vis-à-vis de ses anciennes colonies africaines.

Ces Etats ont été pillés pendant des années, laissés sans véritables infrastructure, sans grandes capacités productives. Si les armées coloniales ont été rapatriées, bien qu'il demeure de nombreuses bases françaises en Afrique, des nouveaux liens de dépendance et de domination ont été recréés via la dette héritée justement de la colonisation et qui se perpétue.

La France au travers de sa dette peut conforter sa main mise sur ces pays. Une des revendications traditionnelles des mouvements progressistes et communistes du continent réside donc dans l'effacement de la dette jugée, là encore illégitime.

C - Perspectives actuelles

Deux remarques préalables sont nécessaires :

- Alors même que la réduction de la dette était le point de départ et la justification des politiques d'austérité, ces dernières n'ont conduit qu'à augmenter cette même dette publique

- Du fait du fonctionnement de la mondialisation capitaliste actuelle la quasi-totalité des Etats sont aujourd'hui endettés. Certains comme le Japon et les Etats-Unis (qui disposent néanmoins de l'avantage du Dollar) sont endettés à des taux supérieurs à la Grèce. Cela démontre en réalité que l'importance du facteur dette ne dépend pas que d'un calcul mathématique mais bien d'un rapport de force mondial en fonction de la puissance de chaque pays.

Aujourd'hui, la dette publique illégitime n'est pas un outil de développement économique, industriel et sectoriel. Bien au contraire, il est un élément de pression sur les classes populaires et qui ne permet aucun réel développement.

Si l'on prend l'exemple de la Grèce, le dernier virement reçu de la part des institutions européennes, de près de 7 milliards d'euros est allé presque complètement au remboursement des arriérés de dette et non pas au secteur productif.

Notre lutte pour le non remboursement unilatéral de la dette illégitime française et d'une grande conférence européenne permettant d'annuler une grande partie des dettes publiques doit s'amplifier et doit faire partie de notre programme d'action. Elle permet de fixer le chemin d'une transformation sociale révolutionnaire.

DOSSIER GRÈCE

Au cœur du Combat Européen

jeunes-communiste.org

MOUVEMENT JEUNES COMMUNISTES DE FRANCE

SUR LA SITUATION EN GRÈCE

L'ampleur de l'austérité vécue par le peuple grec, la victoire de Syriza, et l'agitation politique qui en découle tant en Grèce qu'en Europe font de la situation dans le pays un intérêt politique qu'il ne faut pas négliger et dont il faut tirer des conséquences pour notre analyse et notre action à l'échelle nationale et continentale.

I - Les racines de la situation

La situation actuelle dans le pays ne saurait être analysée ou comprise dans partir des réalités sociales et politiques vécues par le peuple grec; notamment ces dernières années suite à l'éclatement de la crise du capitalisme de 2009 (1). Il est également important de connaître le panel des forces qui existent à gauche dans le pays (2) car ces deux éléments socio-politiques permettent de tracer des pistes de compréhension de la victoire de Syriza et de ses implications (3).

1. Crise du capitalisme et austérité

A bien des égards la Grèce peut être considérée comme le pays martyr de la crise du capitalisme et du traitement barbare de l'austérité appliquée à son peuple.

Suite au début de l'explosion de la crise financière et bancaire e 2007, c'est plus concrètement à partir de 2009 que sous le vocable de "crise de la dette" la situation a drastiquement changée dans le pays. Sous prétexte de vouloir réduire la dette de l'Etat des programmes de réforme drastiques ont été imposées par les différents gouvernements successifs du PASOK (parti socialiste) et de la Nouvelle Démocratie (droite).

La dette, cachée notamment par des grandes banques d'affaires, existait certes. Mais il faut souligner deux choses. Tout d'abord la dette a été un investissement extrêmement rentable pour de grands fonds de pension internationaux, elle a été l'objet, et est toujours l'objet, d'une très forte spéculation.

Ensuite, le fait d'abaisser la dette de l'Etat en baissant les prestations sociales et en réduisant le budget de nombreux ministères doit également être vu comme une fenêtre d'opportunité pour la bourgeoisie grecque, et européenne, de faire peser le poids de la crise du capitalisme sur les classes populaires. Il s'agit d'un outil dans la lutte des classes.

Les programmes d'austérité appliqués dans les pays dits PIGS, en Europe à savoir Portugal, Italie, Grèce et Espagne l'ont été par un organisme international ad hoc, dont la légalité est très fortement discutée, la Troïka composée de la Banque Centrale Européenne, Le Fonds Monétaire International, et la Commission Européenne. Les programmes d'austérité prenaient la forme de "mémorandums" c'est à dire des paquets législatifs dessinés par cette même Troïka en partenariat avec la bourgeoisie locale qui, ensuite, étaient votés dans les parlements nationaux comme étant des lois de réforme du pays. Ces "mémorandums" appliquent une austérité stricte en réduisant les budgets, en cherchant à dégager de l'excédent budgétaire dans le but de rembourser les dettes et non pas pour être investis dans le pays. 10 mémorandums et plus de 400 lois ont été pris depuis 2010.

Concrètement il s'est agi de baisser les salaires, de réduire les protections sociales, de fermer des universités et des écoles, de casser le droit du travail.. Ainsi, dans le public les rémunérations ont baissé de 7 à 55% selon les cas, 200 000 postes de fonctionnaires ont été licenciés, neufs hôpitaux d'Athènes et de la

deuxième ville du pays Thessalonique ont été transformés en centre de soins réduits et 10 000 lits d'hôpitaux ont été supprimés, tous les centres de soins de santé ont été fermés. Pour ce qui concerne l'éducation, les dépenses ont chuté entre 2008 et 2013 de 28,3%. Dans le secteur privé, le salaire minimum est passé de 751 euros en 2009 à 586 euros en 2012 et à 489 euros pour les moins de 25 ans. Pire encore, la baisse du salaire minimum s'est faite par la loi, alors qu'avant elle dépendant des négociations des partenaires sociaux. Tout cela à la demande des institutions internationales. Le mécanisme est le suivant: des fonds dits d'aides sont alloués aux pays, pour que l'argent arrive dans les caisses de l'Etat il faut non seulement que ceux-ci approuvent mais aussi respecte les conditions de ces mémorandums.

Deux exemples montrent l'échec cuisant des politiques d'austérité:

	Dette en pourcentage du PIB	**Chômage**
2009	127%	7,5%
2014	173%	28% (50% pour les jeunes)

Là débute un cercle vicieux, puisque l'austérité détruit les structures étatiques et fiscales l'Etat a de plus en plus besoin de financement et doit se tourner vers les seuls créditeurs institutionnels et financiers et cela renforce le chantage des mémorandums.

Ajoutons également que le terme de "sauvetage de la Grèce" par l'UE et la "solidarité des pays européen" n'est pas que scandaleux du fait des mesures présentées précédemment mais également du fait que des clauses du mémorandums demandaient à la Grèce de se fournir en biens et services principalement auprès des entreprises des pays créditeurs comme l'Allemagne et la France montant que des logiques impérialistes existent au sein même de l'UE.

Ces attaques cis à vis des droits des travailleurs et de la jeunesse ne sont pas restées lettre morte, bien au contraire.

2. Luttes sociales et état de la gauche grecque

Depuis 2009 c'est près de 290 jours de grève générale qui ont eu lieu, preuve s'il en est de la combattivité du peuple grec. Plusieurs morts ont même émaillé ces mouvements importants notamment en 2012 lorsque près d'un million de personnes se sont rendues devant le Parlement grec.

Cette ambiance de lutte menée notamment par le syndicat PAME, est très importante à comprendre car sans ces mouvements sociaux et populaires une victoire de Syriza n'aurait pas été possible.

Le syndicalisme grec n'est pas organisé de la même manière qu'en France. Il n'existe que deux grandes confédérations, une du public (ADEDY) et une du privé (GSEE) dans lesquelles chaque force politique anime une tendance. Les forces syndicales ne sont d'ailleurs pas toujours très appréciées et de la population, certaines affaires importantes de corruption et de cogestion ayant émaillées le syndicalisme grec. De ce fait des types de mouvements nouveaux ont émergé durant la crise comme les indignés, même si la massification, le caractère de classe et la durée de tels mouvement laissent bien souvent à désirer. Ainsi, au-delà des cortèges syndicaux, l'influence dans le mouvement syndical se manifeste lors des élections professionnelles qui débouchent sur l'élection de représentants, par tendance politique, au sein des grandes confédérations syndicales.

Pour ce qui est de la GSEE, secteur privé, le dernier congrès de 2013 à conduit aux résultats suivants:

Tendance syndicale	**Score**
PASKE (Sociaux-démocrates)	34%
DAKE (droite)	24%
PAME (Communistes)	22%
I.I (Syriza)	10%

Une grande division syndicale existe puisque les tendances notamment celles de Syriza et du KKE ne respectent pas les consignes de direction émanant de la droite ou du PASOK et travaillent d'une manière autonome.

Dans tous les cas une forte combativité populaire a répondu aux mesures d'austérité dans les luttes sociales mais aussi politiques.

En effet, le panorama politique a bien changé depuis le début de la crise, et notamment depuis 2009.

Il existe en Grèce, à gauche, une longue tradition de division entre deux courants qui remonte à l'époque de la clandestinité sous le régime dictatorial des colonels qui s'est effondré en 1974. De 1945 à 1974 de nombreux communistes ont été persécutés, déportés dans des camps sur des îles de la mer Égée suite à une guerre civile entre communistes et royalistes après la libération du pays du joug nazi. où la résistances communiste a joué un rôle des plus déterminants. Le parti communiste KKE était ainsi organisé à l'intérieur du pays en clandestinité et son bureau politique ainsi que des camarades exilés étaient réfugiés pour une grande part dans les pays socialistes. Une division de fait entre KKE-intérieur et KKE-extérieur se créa et c'est sous ces deux noms que deux partis cohabitèrent suite à la chute des colonels et qui se regroupent d'abord dans "la gauche unie". Les deux partis se présentent sur des listes concurrentes en 1981 et 1985 avant qu'un front ne soit créé en 1989 avec la fondation de Synaspismos. Très vite des dissensions éclatent sur de nombreux sujets et notamment sur Maastricht où les communistes dit de l'intérieur se positionnent pour et ceux de l'extérieur contre. En 1991 le front se sépare, certains ex-communistes dits de l'intérieure et venus de différentes famille de la gauche créent un parti: Synaspismos, les autres continuent sous la bannière du parti communiste.

La gauche grecque, sans aborder la question des sociaux-démocrates est donc bien divisée d'une manière historique dès avant la crise. Le panorama de la gauche a néanmoins été fortement renouvelé depuis l'éclatement de la crise de 2009.

3. La victoire électorale de Syriza

Le 25 janvier 2015 Syriza, Coalition de la gauche radicale qui est le parti qui succède à Synaspismos emporte les élections avec près de 36,34% des voix alors qu'en 2009 ce parti n'atteignant que les 4,5%. De son côté, après un reflux en 2012 le KKE progresse et gagne deux élus.

Il détrône pour la première fois le PASOK, hégémonique à gauche depuis 1974.

Il s'agit d'un réel bouleversement dans le paysage politique grec le PASOK étant relégué avec 4,6% des voix au plus petit groupe parlementaire de l'assemblée, le seuil de 3% étant nécessaire pour élire des députés.

Voici le tableau complet des résultats :

Partis politiques	Nombre de voix	Pourcentage	Nombre de sièges
SYRIZA	2 245 533	36,34%	149
Nouvelle Démocratie	1 718 421	27,81%	76
Aube Dorée	388 383	6,28	17
La rivière	373 793	6.05	17
KKE	338 047	4,47	15
ANEL	293 327	4,75	13
PASOK	289 382	4,68	13

II - Les positions des partis politiques grecs de gauche suite à l'accord avec l'Euro groupe

1. Déclaration d'Alexis Tsipras lors de la clôture de l'Eurogroupe

Source : http://www.primeminister.gov.gr/english/2015/07/13/prime-minister-alexis-tsipras-statement-following-the-conclusion-of-the-eurozone-summit**/**

Nous avons lutté dur pendant six mois maintenant, et nous nous sommes battus jusqu'à la fin pour atteindre le meilleur résultat possible, un accord qui permettra au pays de se remettre sur ses pieds, et pour le peuple grec d'être en mesure de continuer à se battre.

Nous avons affronté des décisions difficiles, des dilemmes difficiles. Nous avons supporté la responsabilité de la décision afin d'éviter les objectifs les plus extrêmes d'être mis en œuvre tels que ceux poussés par les forces conservatrices les plus extrêmes dans l'Union européenne.

L'accord appelle à des mesures difficiles. Cependant, nous avons empêché le transfert des biens publics à l'étranger, nous avons empêché l'asphyxie financière et l'effondrement du système financier a été prévu ce dans les moindres détails - ayant récemment été conçu à la perfection, et dans le processus de mise en œuvre.

Enfin, dans cette bataille difficile, nous avons réussi à gagner la restructuration de la dette et un processus de financement à moyen terme.

Nous étions conscients que ce ne serait pas une tâche facile, mais nous avons créé un précédent très important. Une étape importante, celle d'un changement bien nécessaire dans toute l'Europe. La Grèce va continuer à se battre, et nous allons continuer à nous battre, de sorte que nous pourrons revenir à la croissance, retrouver notre souveraineté nationale perdue. Nous avons gagné notre souveraineté populaire. Nous avons envoyé un message de la démocratie, un message de dignité à travers l'Europe et le monde. Cette étape est la plus importante.

Enfin, je tiens à remercier tous mes collègues-ministres, collègues et associés qui ont donné, avec moi, un combat très difficile. Un combat qui, à la fin, sera justifié.

La décision d'aujourd'hui permettra de maintenir la stabilité financière de la Grèce et de fournir un potentiel de relance. Cependant, comme nous le savions à l'avance, l'accord sera difficile à mettre en œuvre. Les mesures comprennent celles que le Parlement a voté. Ces mesures qui vont inévitablement créer des tendances à la récession. Cependant, je suis plein d'espoir que le paquet de 35 milliards euro qui nous avons obtenu, de restructuration de la dette, ainsi que l'obtention d'un financement pour les trois prochaines années permettra de créer la confiance du marché, de sorte que les investisseurs réalisent que les craintes d'un Grexit sont une chose du passé –et ainsi alimenter l'investissement, ce qui compensera les tendances récessionnistes.

Je crois que la grande majorité du peuple grec va soutenir l'effort pour revenir à la croissance; ils reconnaissent que nous nous sommes battus pour une cause juste, nous nous sommes battus jusqu'à la fin, nous avons négocié toute la nuit, et peu importe ce que les charges seront, elles seront attribuées-nous garantissons cela - avec la justice sociale. Et ce ne sera pas le cas que ceux qui ont assumé le fardeau au cours des dernières années sera coincé payer la facture une fois de plus. Cette fois, ceux qui ont évité de payer-dont beaucoup ont été protégés par les précédents gouvernements-vous payer maintenant, eux aussi, vont assumer la charge.

Enfin, je tiens à prendre cet engagement: Maintenant, nous devons nous battre aussi fort que nous nous sommes battus pour obtenir le meilleur résultat à l'étranger en Europe, pour débarrasser intérêts dans le pays. La Grèce a besoin de réformes radicales en faveur des forces sociales, et contre l'oligarchie qui ont conduit à l'état actuel du pays. Et cet engagement à ce nouvel effort commence demain.

2. Extraits du discours de Dimitris Koutsoumbas au Parlement Grec sur l'accord avec l'Eurogroupe

Source : http://www.902.gr/eidisi/voyli/71796/d-koytsoympas-na-min-plirosei-o-laos-athlio-mnimonio-tsipra-video

"L'histoire ne se répète pas simplement comme une farce, mais plutôt comme une tragédie ». Le peuple grec a déjà connu cette situation auparavant.

En 2010, partant du programme dit de protection de "l'argent disponible" M. George Papandreou en est arrivé au 1er Mémorandum barbare En 2012 partant du programme du Zappeion M. Samaras nous a amené aux second mémorandum. Aujourd'hui, en 2015 nous sommes partis du programme de Thessalonique et de la stratégie "nous allons déchirer tous les accords précédents" de M. Tsipras, et nous en sommes arrivés au troisième mémorandum.

Pour tous, il arrive un moment où c'est l'heure de vérité.

Ce temps est venu pour vous M. Tsipras. J'espère que depuis certains bureaux du Parlement ou depuis Maximos [la résidence du premier ministre], vous m'écoutez car jusqu'à présent on ne vous a pas vu apparaître dans l'hémicycle alors que nous discutons d'une mesure aussi cruciale.

La démagogie, la tromperie consciente ont atteint leurs limites.

Tout ce que vous disiez au sujet des accords qui seront supprimés, au son des tambours battants ne peut aujourd'hui, malheureusement pas nous faire rire. Car aujourd'hui l'addition que les gens doivent payer est très élevée. Les classes populaires vont payer la note M. Tsipras.

Malheureusement pour vous, le conte de fée, le commerce de la fierté nationale ne convainc plus. Il a été révélé que l'UE est une alliance impérialiste réactionnaire qui ne change pas via vos référendums. Il a été révélé qu'un gouvernement de gauche ne peut pas jouer de la musique avec les instruments de ceux qui détiennent les clés de l'économie, les groupes monopolistes. Il est avéré que les antagonismes entre les centres impérialistes, la lutte de l'Allemagne avec la France et les Etats-Unis ne sont pas à là pour protéger les droits des personnes, mais leurs bénéfices et leurs taux de profits.

Nous avons vu les plans impopulaires de Schäuble, mais aussi de vos amis, Hollande et Obama, qui vous montrez comme des ennemis présumés de l'austérité. Hollande continue de promouvoir, en France des mesures impopulaires et Lagarde avec le FMI, où les États-Unis dominent démolissent les droits des retraites. On ne peut pas seulement parler de Schäuble et oublier Cameron ou encore Le Pen. Ensemble, ils voulaient tous mettre en place des mesures antipopulaires.

La réalité de l'UE est qu'il n'y a pas une union de la paix, de l'égalité, de la solidarité et de la justice sociale. Les fondateurs que vous admirez comme Adenauer ou Schuman étaient des anti-communistes, des ennemis enragés de l'Union soviétique et du mouvement syndical.

[…]

Vous dites que vous avez fait ce que vous pourriez faire face à des créanciers qui exerçaient un chantage.

Vous ne dites que des mensonges.

Cela vous sert à mentir à une grande partie de la population afin d'améliorer les sondages pour réussir un accord populiste.

[…]

L'accord du 20 Février a été signé, et vous n'avez pas préparé ni présenté à la population ne serait-ce qu'une alternative.

Un jour après le référendum vous avez défendu le OUI à la signature d'un nouvel accord comme constituant la seule option, avec les mêmes arguments, les mêmes brimades entendues constamment au cours des dernières années.

Maintenant, vous déclarez surpris de l'attitude hostile de l'UE et de la BCE.

[…]

Qui tentent de tromper?

Vous avez du culot de parler, aujourd'hui encore, à propos de l'Eurogroup d'une difficile et fière bataille que vous auriez donné vis-à-vis des créanciers.

Vous vous sentez fiers de:

diminuer davantage le revenu des salariés, des travailleurs indépendants et des retraités?

D'augmenter l'âge de la retraite?

D'augmenter les impôts indirects injustes ?

D'augmentation la TVA sur la nourriture qui affecte les revenus d'une manière tout aussi inégale?

Vous vous sentez fier de nivellement vers le bas des droits des travailleurs ?

De l'ouverture des commerces du dimanche?

Des coups portés aux paysans?

Des nouvelles Privatisations?

[…]

Laissez donc les demi-vérités et dites clairement au peuple:

Dans quelles mains se trouvent les droits d'exploration et d'exploitation de nos ressourcés en hydrocarbures indigènes après l'approbation du fonds indépendant, où seront transférés les actifs grecs ?

[…]

Le nouveau mythe qui accompagne les mémorandums a deux composantes:

Le premier est le partage du fardeau plus justement.

Vous êtes allés trop loin dans la sale propagande. Comment pouvez-vous dire que le travailleur, l'agriculteur, les retraités seront épargnés ?

- Oubliant ce qui pèse déjà sur leur dos du fait des deux mémorandums impopulaires précédents.

- Vous acceptez toutes les lois impopulaires précédentes, sans en éliminer même un article et vous rajouter de nouvelles lois impopulaires

- Pour les monopoles il n'y a pas de frais supplémentaires, et de nouveaux allégements fiscaux, c'est une provocation permanente

[…]

- Vous parlez de redistribution équitable alors que votre ministre Kouroumplis a prévu d'augmenter les prix des médicaments génériques produits par l'industrie pharmaceutique nationale.

[…]

Le deuxième élément clé du commerce de l'espoir, attitude encore plus critique, est la perspective du retour au développement capitaliste, le paquet Juncker d'investissement et les promesses de restructuration de la dette souveraine.

Il s'agit pour vous de montrer comment le recouvrement des bénéfices et des fonds, des groupes monopolistes, serait la route qui mène au bien-être populaire.

[…]

On ne peut augmenter la rentabilité du capital sans augmenter la pression sur les travailleurs et l'augmentation de l'exploitation. Les employés le savent et le vivent quotidiennement.

Tout le monde se souvient que la restructuration de la dette précédente, a ensuite été suivie par une escalade d'attaques antipopulaires. La même chose se produit maintenant.

[…]

Quels sont vos sauvegardes, M. Tsipras?

Les trois politiciens gardes du corps du grand capital, ND, le PASOK et la Rivière, soutiennent activement votre politique qui sert la bourgeoisie.

Les industriels et les autres organisations d'employeurs également afin de remplir ce soi-disant «impératif national» qu'est la faillite du peuple.

Ensemble, ils soulèvent le spectre du défaut souverain afin de faire accepter aux gens la mort lente, la détérioration continue et la misère qu'apporte la nouvelle convention.

Un accord est extrêmement fragile à chaque étape, comme l'ont confirmé les désaccords d'hier entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne pour former le "petit accord de pont» initial.

La France et l'Allemagne se mènent une lutte exacerbée sur l'avenir de la zone euro, de la même manière que les Etats-Unis et l'Allemagne pour l'hégémonie en Europe, sur le dos du peuple grec.

Un Grexit ne peut être exclu dans les prochains mois ou plus tard.

La question est de savoir s'il y a maintenant une alternative. Nous répondons qu'il en existe une certainement.

Mais pas une alternative de type Grèce capitaliste avec la drachme. Et regardons un peu de cette solution de la drachme, qui naïvement adopté par certains. Nous insistons pour que dire qu'il y a une autre voie de sortie pour les gens que la solution du retour à la drachme souhaitée par Schäuble, Le Pen, Soros, les eurosceptiques britanniques et diverses autres fascistes de notre pays et d'Europe.

Les seuls gagnants en Grèce en vertu de cette solution seraient certains groupes monopolistiques de l'export, de la pharmaceutique, de l'énergie, ou du commerce des armes. Les gens continueront toutefois à sacrifier les besoins de l'autel de la compétitivité des monopoles continuera à tenir dans leurs mains les clés de l'économie. Les gens vont payer à nouveau, avec une inflation galopante, le marché noir, des importations coûteuses etc…

[…]

Mais il y a la vraie façon de s'en sortir, la rupture avec l'Union européenne, le capital et son pouvoir.

Il y a un chemin qui élimine effectivement la domination de l'UE sur la production nationale de viande ou le sucre sur les chantiers navals et d'autres secteurs de l'économie.

Il y a une route qui ne prenne pas pour base le profit capitaliste comme critère essentiel de la production et qui définit celle-ci à la lumière des besoins sociaux et populaires.

Cette route permettra, par exemple, de sortir de la crise dans l'industrie de la construction et pour répondre aux besoins d'infrastructure et aux milliers de logements dont ont besoin les jeunes vivants aujourd'hui avec leurs parents.

Il y a une route qui permet de tirer parti d'accords internationaux mutuellement bénéfiques pour l'importation de denrées alimentaires de médicaments, d''énergie, puisque la Grèce où règnera le pouvoir populaire brisera les fers et les chaînes avec lesquels elles a ses pieds et poings liés par l'UE et l'OTAN.

[…]

DOSSIER GRÈCE

Au cœur du Combat Européen

jeunes-communiste.org

MOUVEMENT JEUNES COMMUNISTES DE FRANCE

VRAI/ FAUX SUR L'UNION EUROPÉENNE: S'INTERROGER POUR MIEUX COMPRENDRE

1 - « L'UE c'est la paix » !

Faux !

Nous entendons régulièrement autour de nous, dans les médias, dans nos discussions de tous les jours que l'Union européenne serait une garantie de la paix en Europe et un facteur de paix dans le monde. Aller contre l'UE ce serait par conséquent être pour la guerre entre pays en Europe .

Les faits

L'UE est aujourd'hui engagée en tant qu'institution dans 13 conflits sur les cinq continents de la planète. Elle intervient militairement et civilement en Centrafrique, en Somalie, ou encore en Bosnie. Les traités constitutifs de l'Union européenne ont mis en place la PESC ou Politique européenne de Sécurité et de Défense, dont toute une partie est consacrée aux activités de défense et qui reconnaît comme interlocuteur unique et privilégié l'OTAN (art.45 du TUE).

L'UE a également une stratégie expansionniste de guerre économique par procuration ou sans armes vis-à-vis d'autres pays dont elle conteste l'influence. C'est le cas par exemple en Ukraine où après avoir mis le feu au poudre, l'UE soutien un gouvernement fascisant, envoie des agents pour former la police ukrainienne ce qui constitue une intervention directe dans la souveraineté d'un pays.

L'UE se renferme tous les jours un peu plus derrière des murs et la Méditerranée devient un cimetière jour après jour. Deux brigades de lutte contre l'immigration existent dans l'UE : les opérations Frontex et Rabbit qui ont pour objet non pas le co-développement ou l'aide humanitaire aux migrants mais bien au contraire leur rejet. Depuis le début 2015 c'est déjà près de 25000 migrants qui sont décédés en tentant de revenir. Notons aussi que le système d'Asile est complètement fermé et que l'UE édicte des listes terroristes dont la Cour européenne des Droits de l'Homme estime qu'elles ne présentent pas les garanties suffisantes au regard des droits fondamentaux des personnes.

Notre opinion

L'idée que l'UE est une force de paix est complètement fausse. Elle est notamment utilisée afin de promouvoir et de légitimer l'UE, comme c'est le cas avec l'attribution en 2012 du Prix Nobel de la paix à l'UE. Parce que de concert avec l'OTAN, l'UE défend le système capitaliste qui crée la guerre et l'oppression des peuples elle ne peut pas être une force de paix. En revanche les peuples d'Europe eux, aspirent tous à la paix, il faut donc trouver le chemin de coopérations européennes nouvelles qui intègrent l'ensemble du continent afin de développer les conditions de la paix de demain.

2. « UE = Europe »

Faux !

Trop souvent une confusion s'installe dans le discours courant entre l'UE et l'Europe. Aller contre l'UE n'aurait aucun réel sens puisque ce serait s'opposer à notre propre continent.

Les faits

Géographiquement l'UE ne rassemble pas toute l'Europe mais 28 pays alors que d'autres organisations continentales telles que le Conseil de l'Europe comptent elles les 52 pays que l'on recense à l'heure actuelle en Europe.

Il faut également aussi bien comprendre que l'UE est une institution internationale, découlant d'un traité signé par les Etas qui correspond à une certaine période historique ainsi qu'à un certain but économique, il ne s'agit pas d'une forme particulière d'Etat ou de gouvernement paneuropéen. Il s'agit d'abord et avant tout de de la constitution d'un marché unique à 28 Etats européens.

Notre analyse

Confondre UE et Europe est dangereux pour plusieurs raisons. Assimiler les deux peut mener au nationalisme et au repli sur soi. Nous menons une critique radicale des politiques de l'UE, de ses lois impopulaires au seul bénéfice du capital, mais nous ne pensons pas que le problème est la coopération entre les pays et les peuples d'Europe. Au contraire nous disons que l'UE favorise le repli sur soi et empêche une véritable coopération des peuples et des nations sur le continent.

3. « UE : Prospérité économique et protection pour nos pays »

Faux !

On nous présente régulièrement l'UE comme étant la source de prospérité économique et de protection dans le cadre de la mondialisation pour les pays d'Europe. Cela serait notre garantie de survie face à la Chine ou les Etats-Unis…

Les faits

Les statistiques économiques dans leur ensemble prouvent que l'UE en général et la zone euro en particulier ne sont pas des espaces de prospérité pour la population bien au contraire. Les politiques d'austérité sont appliquées partout, le chômage progresse, la production industrielle et la croissance reculent. L'UE ne fonctionne pas, aujourd'hui, comme une alternative aux Etats-Unis, bien au contraire ils signent de concert le TAFTA ou TTIP (traité transatlantique) dans une logique de concurrence et d'entente pour une domination mondiale affirmée des logiques capitalistes.

Notre analyse

La coopération internationale et continentale pourrait être un levier de prospérité économique pour notre peuple et pour l'ensemble des peuples et des jeunesses d'Europe. Pour se faire il faudrait se débarrasser du système capitaliste et sortir des politiques d'austérité qui nous plombent. Notre revendication de coopérations nouvelles, mutuellement avantageuses vont dans ce sens.

4. « Tout se décide à Bruxelles »

Faux…et un peu vrai

Les politiques tant de droite, d'extrême droite et parfois même sociaux-démocrates ont pour habitude de tout rejeter sur « Bruxelles ». Si rien ne va en France et en Europe c'est de la faute pleine et entière de la Commission européenne ou de l'UE. Pourtant cela est plus compliqué…

Les faits

Les Etats membres jouent encore un rôle important dans la construction européenne actuelle. Ainsi les chefs d'Etat et de gouvernement se retrouvent dans une institution appelée le Conseil européen tandis que les ministres siègent, sur des questions spécifiques, au Conseil de l'Union européenne. Sans l'aval de ces deux institutions : aucune décision ne peut réellement être prise. Voir les articles 15 et 16 du Traité sur l'Union européenne qui organise le rôle des Etats membres. Les négociations sur la Grèce ont d'ailleurs montré le poids et le rôle des Etats membres dans le processus de décision.

Cependant, il ne faut pas exclure complètement le rôle de la Commission européenne, de ses commissaires non élus (juste approuvés par le Parlement européen) qui participent d'une manière importante au processus législatif et de décision. Avec l'évolution des traités il est vrai que nombre d'éléments de souveraineté ont été dévolus de plus en plus aux institutions européennes.

Le FMI reste dans le nouvel « accord » conclu avec la Grèce : cela signifie que l'Union européenne n'élabore pas sa stratégie seule mais en commun accord avec les institutions internationales.

Notre analyse

Le principal problème n'est pas que juridique. En réalité il y a une concordance et un accord politique entre les Etats, la Commission et les principaux partis politiques de droite et sociaux-démocrates. A titre d'exemple : les grandes privatisations sont certes lancés à l'initiative de la Commission, mais acceptés les Etats membres et votées au Parlement européen par les deux grands groupes PPE et S§D. L'UE est bien un tout, politique, économique et idéologique qui associe les classes dirigeantes de l'ensemble des pays membres : elle ne peut pas être réduite à une simple association d'institutions ayant leur siège à Bruxelles.

Ce qui est vrai c'est que, pour appliquer leurs politiques antisociales, les institutions de l'UE se font de plus en plus autoritaires et s'imposent aux peuples, notamment au travers du contrôle des budgets nationaux. Néanmoins tous ces changements sont acceptés par les classes dirigeantes nationales.

5 - « C'est un coup d'Etat financier »

Vrai !

C'est clairement un coup de force qui a été commis contre le peuple grec. Des membres de la commission européenne, des gouvernements européens ont émis l'idée publiquement, ont rencontré l'opposition de droite ou sociale-démocrate au gouvernement Tsipras pour faire chuter son gouvernement. Les moyens de pression ont été divers et visaient à jouer sur la peur du chaos notamment en poussant le pays à la banqueroute. Difficile de parler de choix quand la négociation est en réalité un diktat.

Notre analyse :

Il est inconcevable pour les dirigeants des autres gouvernements européens qu'une politique alternative soit menée en dehors de celle édictée dans les traités. Pour cela, il faut mettre fin par tous les moyens à la majorité actuelle en Grèce.

Il y a une stratégie d'affaiblissement des expressions populaires et démocratiques. Le diktat imposé à la Grèce en fait partie, tout comme les coups de force imposés aux précédents référendums dont celui de 2005 en France. Les atteintes portées à la Grèce sont d'autant plus violentes que la légitimité des politiques menées depuis des années est faible.

L'imposition du nouveau mémorandum au peuple grec s'assimile à un véritable procédé colonial comme cela a pu être le cas en Afrique, en Asie ou en Amérique latine puisque les choix politiques seront validées par des institutions supranationales non élues.

6. «L'unique solution pour la Grèce est la sortie de l'Euro »

Faux !

Certains de Schäuble à Le Pen en Passant par Farrage, mais aussi de la gauche de Syriza ou certains penseurs estiment que le chemin immédiat pour la Grèce est la sortie de l'Euro dans l'objectif de faire une « dévaluation compétitive ».

Les faits

Certains Etats membres de la zone euro (avec des majorités de droite voire des coalitions droite/extrême-droite comme en Finlande) ont évoqué un « grexit », expulsion de la Grèce de la zone euro, refusant toute autre option qui pourrait mettre fin à l'austérité.

Le peuple grec se refuserait a priori à une telle issue, contestant l'austérité mais pas la monnaie unique. Le gouvernement d'Alexis Tsipras s'est toujours refusé à une sortie de la zone euro, voulant poser une autre orientation économique dans cette zone euro.

Certains courants, dans Syriza même, dans plusieurs partis communistes, de gauche dite radicale mais aussi souverainistes en Europe mettent en débat la légitimité d'une telle orientation.

Notre analyse

La zone euro n'est pas qu'une monnaie, c'est en réalité une union économique et monétaire. C'est cette Union économique et monétaire qu'il faut renverser. C'est une stratégie de mise en cohérence des politiques économiques à marche forcée qui répond aux objectifs de réduction des systèmes de solidarité, de l'augmentation de la précarité. La politique monétaire de l'Union européenne relève de l'orthodoxie libérale et cherche à accroître les marges de profit des capitalistes à tout prix quitte à détruire les capacités de production de plusieurs pays. La coordination des politiques au service du capital en Europe.

Expulser un pays de l'euro correspond à une volonté d'une partie de la bourgeoisie de faire une Europe à plusieurs vitesses. Expulser la Grèce et d'autres Etats ne mène pas automatiquement à des politiques progressistes. C'est le rapport de force seule qui le permet. D'où la position de nombreux économistes pour tendre à une politique monétaire qui soit soumise à des objectifs sociaux répondant

aux besoins humains. 9 pays de l'Union européenne ne sont pas dans la zone euro et mènent des politiques de droite puisque leurs gouvernements le sont.

A court terme l'option de conserver une Grèce capitaliste avec le drachme ne satisferait que certaines industries comme la Pharmacie ou l'industrie d'armement et conduirait en réalité à une banqueroute, au développement du marché noir…Il 'agirait également d'une « dévaluation compétitive »,c'est-à-dire faire baisser les coûts de production, donc les salaires, relativement à d'autres pays d'Europe.

Nous disons pas qu'il faille sauvegarder l'Euro à tout prix, ni que dans un Grèce où les travailleurs auraient le pouvoir une telle option ne pourrait s'envisager. Mais en l'Etat des choses ; postuler que la sortie de l'Euro serait l'option de base à suivre constituerait une erreur de stratégie.

7 - La France a joué un rôle clé

Vrai ….mais quel rôle ?

Le président François Hollande se targue d'avoir pesé pour empêcher une sortie de la Grèce de la zone euro. C'est une réalité mais pas si reluisante que cela…

Les faits

Certains pays ont joué la carte de l'expulsion de la Grèce de la zone euro. La France a empêché cela ; mais elle n'a jamais remis en cause les choix drastiques imposés à la Grèce. Elle a accepté de fait la soumission du peuple grec, voire y a contribué.

Notre analyse

Le gouvernement français n'a jamais remis en cause l'adoption du traité de stabilité adopté en 2012, contrairement à ce qu'avait promis le candidat Hollande. Il ne remet pas en cause les orientations faites d'austérité puisqu'il les applique à l'échelle nationale.

Le président de la République vient même d'annoncer l'idée d'un renforcement de l'Union européenne vers une tendance fédérale avec un gouvernement économique de la zone euro.

Une autre position de la France, qui serait consécutive à un autre rapport de forces à l'échelle nationale, aurait donné un autre visage aux négociations.

8 - « L'Union européenne est sous la coupe allemande »

Vrai et Faux

Il y a eu beaucoup de mise en scène autour des négociations entre la Grèce et les autres Etats européens, notamment sur le rôle de l'Allemagne. En tant que première puissance économique du continent, elle pèse d'un poids déterminant surtout quand on sait son influence sur son voisinage proche.

Les faits

L'Allemagne a placé sa stratégie économique au cœur des choix de l'Union européenne. La politique monétaire, la stratégie de sous-traitance de sa production vers les pays voisins pour produire moins cher lui donnent une position centrale au niveau économique. Mais ceci est la stratégie des franges dominantes du capital allemand, à savoir les secteurs de la production automobile, de biens

intermédiaires. Il y a des tensions avec les banques allemandes, très présentes dans les Balkans et qui n'ont pas intérêt à sortir la Grèce de la zone euro.

Notre analyse

Il serait dangereux de voir l'Allemagne comme un tout unique. L'accord imposé à la Grèce a été discuté en Allemagne et ne fait pas l'unanimité. Die Linke a voté contre au Bundestag (parlement allemand) Les élites allemandes seraient contestées si un gouvernement remettait en cause l'austérité car elles la mènent également dans leur pays tous les jours avec une politique d'emploi dramatique (jobs à un euro de l'heure, 12 millions de pauvres).

Elles veulent conserver leur domination à tout prix et jouent des oppositions entre les peuples. D'autres Etats aussi forts dans l'Union européenne font des choix différents car ils n'ont pas la même position économique. La Grande-Bretagne est beaucoup plus tournée vers les Etats-Unis et l'activité financière, ce qui ne l'oblige pas à renforcer les liens économiques avec le reste du continent. D'où le débat sur la sortie de l'Union européenne qui est posé par la droite au pouvoir dans ce pays (un référendum sur la question y aura d'ailleurs lieu eu 2016).

Créons plutôt les solidarités avec tous les peuples, dont celui d'Allemagne qui subit les mêmes politiques antisociales. C'est dans ce sens que nous entretenons des relations politiques avec nos alliés du SDAJ et de Solid.

9 - « La solution c'est la nation »

Faux !

L'extrême droite défend aujourd'hui une soi-disant solution miracle face aux politiques antisociales de l'UE : le retour à la nation qui serait par nature plus favorable aux travailleurs.

Les faits

Tant historiquement qu'actuellement faire de la notion un havre de paix pour les jeunes, les classes populaires et les jeunes est faux. En France, aussi les gouvernements successifs ont imposé des lois qui mettent en péril nos conditions de vie et notre avenir. C'est par exemple le cas de la loi Macron.

Notre analyse

La question n'est pas de choisir en France capitaliste vs UE capitaliste ou France renfermée et raciste vs Europe forteresse comme voudrait le faire l'extrême droite. Il s'agit au contraire de lancer une bataille pour retrouver la souveraineté populaire en France et en Europe et de mettre fin aux politiques d'austérité d'où qu'elles viennent

10 - « Il n'y a aucune alternative à la situation actuelle »

Faux !

C'est l'argument massue pour nous faire accepter la marche en avant de l'UE et de ses politiques antisociales. Dans la mondialisation actuelle il serait impossible ou irréaliste de penser à une autre forme d'organisation à l'échelle du continent .

Les faits

Et pourtant d'autres types d'institutions internationales existent, comme en Amérique Latine, avec l'ALBA, et les bases objectives existent pour différents types de coopérations internationales. Les Etats peuvent très bien, avec de la volonté politique, engager d'autres types d'accords qu'ils soient politiques ou économiques, ils en ont la capacité juridique et politique.

Notre analyse

Les Etats aujourd'hui, en Europe, pourraient lancer d'autres formes de coopération et d'échange. La mauvaise construction actuelle malgré ses défauts montre que cela n'est pas impossible. Les Etats membres ont toujours la capacité de le faire. Nous avons les moyens de faire autre chose et de faire mieux. En Amérique Latine cela a été lancé au travers de l'ALBA ou encore de la CELAC. Une telle ambition peut se faire a condition de faire preuve de volonté politique et pour sortir des impasses du capitalisme et du néolibéralisme actuel.

DOSSIER GRÈCE

Au cœur du Combat Européen

jeunes-communiste.org

MOUVEMENT JEUNES COMMUNISTES DE FRANCE

QCM- GRÈCE

1. **Quel est le taux de chômage des 18-25 ans en Grèce ?**
   a. 15%
   b. 30%
   c. 40%
   d. 60%

2. **Quelle a été l'évolution du PIB (richesse produite) grec ces 5 dernières années ?**
   a. +15%
   b. -15%
   c. -32%
   d. +32%

3. **Quelle a été l'évolution de la dette grecque ces 5 dernières années d'application de politiques d'austérité? (en % du PIB). Nous rappelons que l'objectif affiché des politiques d'austérité est la réduction de la dette**
   a. De 105% à 180%
   b. De 105% à 95%
   c. De 105% à 120%
   d. De 105% à 85%

4. **Qu'a coûté ou rapporté à l'Etat français les prêts à la Grèce ?**
   a. La France a perdu 729 millions d'euros
   b. La France a, grâce aux intérêts, gagné 729 millions d'euros
   c. La France a perdu 557 millions d'euros
   d. La France a, grâce aux intérêts, gagnés 557, millions d'euros

5. **D'après vous, les 10% les plus riches de Grèce possèdent quelle part (en pourcentage) de l'économie grecque ?**
   a. Les 10% les plus riches possèdent 20% de l'économie grecque
   b. Les 10% les plus riches possèdent 30% de l'économie grecque
   c. Les 10% les plus riches possèdent 40% de l'économie grecque
   d. Les 10% les plus riches possèdent 50% ou plus de l'économie grecque

6. **Depuis 2010 combien d'emplois ont été détruits en Grèce ? (Sur une population de 10 millions d'habitants)**
   a. 200 000
   b. 400 000
   c. 600 000
   d. 1 000 000

7. **Quel a été l'augmentation du taux de pauvreté en Grèce ces cinq dernières années ?**
   a. 98%
   b. 78%
   c. 58%
   d. 48%

8. **Qui a dit : « Il ne peut pas y avoir de choix démocratique en dehors des traités européens ? »**
   a. François Hollande
   b. Jean- Claude Junker, président de la Commission européenne
   c. Angela Merkel
   d. Donald Tusk, président du Conseil européen ?

9. **Qui et a quelle date a dit : « La fraction de la bourgeoisie qui dominait et légiférait avait un intérêt direct à voir l'État s'endetter. Le déficit était l'objet propre de la spéculation, la source principale d'enrichissement. Au bout de quatre ou cinq ans, on faisait un nouvel emprunt. Chaque nouvel emprunt fournis-sait à l'aristocratie financière une occasion nouvelle de duper l'État, artificiellement maintenu sous la menace d'une banque-route » ?**
   a. Karl Marx en 1848
   b. John Manyard Keynes en 1929
   c. Paul Krugman en 1995
   d. François Hollande en 2012

10. **Quelle organisation a dit : la dette grecque n'est pas soutenable et peut pas être payée ?**
    a. Le PCF
    b. Les jeunes communistes
    c. Le FMI
    d. La CGT

Réponses

1 : d ; 2 :c ; 3 :a ; 4 :b, 5 : d (56%) ; 6 : d ; 7 a ; 8 : b), 9 :a) ; 10 toutes les réponse sont bonnes…